

# Reprenons possession d'Internet – Rebecca MacKinnon – TED Talk

Internet doit-il être au service des citoyens, des gouvernements ou des multinationales ? C'est en caricature la grande question sous-jacente de ce brillant [TED talk](#) de [Rebecca MacKinnon](#).

Il s'agit du reste d'un étonnant mais révélateur paradoxe puisque si nous savons depuis longtemps que les intérêts des multinationales ne se confondent pas avec ceux des citoyens, il devrait en être autrement pour les gouvernements. Mais, par exemple chez nous en France, l'Hadopi est passée par là et la méfiance est plus que jamais de mise.

Liberté et contrôle dans le cyberspace... telle est l'une des tensions fondamentales de ce début de siècle. Nous pouvons faire semblant de ne pas la voir (trop occupé à modifier notre statut Facebook) mais nous pouvons aussi faire le choix de tenter de l'infléchir en notre faveur. Ce blog a l'immodestie de penser qu'il y participe dans son petit coin.

*Remarque : on notera que si Apple en prend (justement) pour son grade en introduction, M. Sarkozy n'est pas non plus épargné.*



-> La [vidéo](#) au format webm  
-> Le fichier de [sous-titres](#)

## Transcript

[URL d'origine du document](#)

*Traduction française Anna Cristiana Minoli (relecture*

*Elisabeth Buffard)*

*Licence Creative Commons By-Nc-Sa*

Je commence avec une [publicité](#) inspirée par George Orwell qu'Apple a sortie en 1984.

(Vidéo) Big Brother : Nous sommes une seule personne avec une seule volonté, une seule résolution, une seule cause. Nos ennemis peuvent parler jusqu'à la mort, et nous les combattons avec leur propre confusion. Nous l'emporterons. Narrateur : Le 24 Janvier, Apple Computer lancera Macintosh. Et vous verrez pourquoi 1984 ne ressemblera pas à « 1984 ».

Rebecca MacKinnon : Le message implicite de cette vidéo reste très puissant encore aujourd'hui. La technologie créée par des sociétés innovatrices nous rendra la liberté. Avancez rapidement de plus de deux décennies. Apple lance l'iPhone en Chine et censure le Dalai Lama ainsi que plusieurs autres applications politiquement sensibles à la demande du gouvernement chinois pour son app store Chinois. Le dessinateur politique [Mark Fiore](#) a également vu son application satirique censurée aux États-Unis parce que le personnel Apple s'inquiétait qu'elle puisse offenser certains groupes. Son appli n'a été republiée que quand il a gagné le Prix Pulitzer. Le magazine allemand Stern, un magazine d'actualité, s'est vu censurer son appli parce que les nourrices de Apple l'ont considérée un petit peu trop osée pour ses utilisateurs, et ce malgré le fait que ce magazine est en vente parfaitement légale dans les kiosques en Allemagne. Et encore plus controversé, récemment, Apple a censuré une appli de contestation palestinienne après que le gouvernement israélien ait exprimé des inquiétudes sur la possibilité qu'elle soit utilisée pour organiser des attaques violentes.

Donc voilà, nous sommes dans une situation où des sociétés privées appliquent des standards de censure qui sont souvent très arbitraires et généralement plus stricts que les

standards constitutionnels de liberté de parole que nous avons dans les démocraties. Ou bien elles répondent aux demandes de censure de la part de régimes autoritaires qui ne reflètent pas le consentement de ceux qu'ils gouvernent. Ou bien ils répondent aux demandes et aux inquiétudes de gouvernements qui n'ont aucune juridiction sur plusieurs, ou sur la plupart, des usagers qui interagissent avec le contenu concerné.

Donc voici la situation. Dans un monde pré-Internet, la souveraineté sur les libertés physiques, ou son absence, était presque entièrement contrôlée par les états nation. Mais nous avons maintenant cette nouvelle couche de souveraineté privée dans le cyberspace. Et leurs décisions sur le codage des logiciels, sur l'ingénierie, la conception, les conditions d'utilisation agissent toutes comme une sorte de loi qui façonne ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire avec nos vies numériques. Et leur souveraineté, transversale, mondialement interconnectée, peut d'une certaine façon défier la souveraineté des états nations de manière formidable, mais parfois agir également pour projeter et s'étendre au moment où le contrôle sur ce que les personnes peuvent et ne peuvent pas faire avec l'information a plus d'effet que jamais sur l'exercice du pouvoir dans notre monde physique. Après tout, même le leader du monde libre a besoin d'un peu d'aide du sultan du Facebookistan s'il veut être réélu l'année prochaine.

Et ces plateformes ont sûrement été très utiles aux activistes en Tunisie et en Égypte au printemps dernier et au delà. Comme [Wael Ghonim](#), le cadre égyptien de Google le jour, et activiste secret de Facebook la nuit, a raconté à la CNN après la démission de Moubarak, « Si vous voulez libérer une société, il suffit de lui donner Internet. » Mais renverser un gouvernement est une chose et construire une démocratie stable est un peu plus compliqué. Sur la gauche une photo prise par un activiste égyptien qui était de ceux qui ont pris d'assaut les bureaux de la sécurité d'état égyptienne en Mars. Et de

nombreux agents ont broyé le plus de documents possible et les ont laissé derrière eux en tas. Mais certains des fichiers sont restés intacts, et les activistes, certains d'entre eux, ont trouvé leurs propres dossiers de surveillance remplis de transcriptions de leurs propres échanges d'emails, leurs échanges de textos, même les conversations sur Skype. Et un activiste en fait a trouvé un contrat d'une société occidentale pour la vente d'une technologie de surveillance aux forces de sécurité égyptiennes. Et les activistes égyptiens présumant que ces technologies de surveillance sont encore utilisées par les autorités transitoires qui gèrent les réseaux dans le pays.

Et en Tunisie, la censure a en fait commencé à revenir en Mai – pas aussi considérablement que sous la présidence de Ben Ali. Mais vous voyez ici une page bloquée, c'est ce qui se passe quand vous essayez de vous connecter à certaines pages de Facebook et à d'autres sites qui, selon les autorités de transition, peuvent inciter à la violence. Pour protester contre ça, le blogger [Slim Amamou](#), qui avait été emprisonné sous Ben Ali et ensuite était rentré dans le gouvernement de transition après la révolution, a démissionné en signe de protestation. Mais de nombreux débats ont eu lieu en Tunisie sur la façon de gérer ce type de problème.

En fait, sur Twitter, il y avait un certain nombre de gens qui soutenaient la révolution qui disait, « Et bien, en fait, nous voulons la démocratie et la liberté d'expression, mais il y a certains discours qui doivent être tenus à l'écart parce qu'ils sont trop violents et pourraient déstabiliser notre démocratie. Mais le problème est, comment décider qui a le pouvoir de prendre ce genre de décisions et comment s'assurer qu'ils n'abusent pas de leur pouvoir ? Comme Riadh Guerfali, l'activiste numérique vétérinaire tunisien, a commenté l'incident, « Avant les choses étaient simples : il y avait les gentils d'un côté et les méchants de l'autre. Aujourd'hui, les choses sont plus subtiles. » Bienvenue dans la démocratie, amis

tunisiens et égyptiens.

La réalité est que même dans les sociétés démocratiques d'aujourd'hui, nous n'avons pas de bonnes réponses à la question de comment équilibrer le besoin de sécurité et l'application des lois d'un côté et la protection des libertés civiles et la liberté de parole de l'autre dans nos réseaux numériques. En fait, aux États-Unis, quoi que vous pensiez de Julian Assange, même ceux qui ne sont pas nécessairement des grands fans sont très inquiets de la manière avec laquelle le gouvernement des États-Unis et certaines sociétés ont traité Wikileaks. Amazon en tant qu'hébergeur web a laissé tomber Wikileaks en tant que client après avoir reçu une plainte du sénateur américain [Joe Lieberman](#), malgré le fait que Wikileaks n'ait pas été inculpé, encore moins condamné, pour aucun crime.

On présume donc qu'Internet est une technologie qui fait voler les frontières en éclat. Voici une carte des réseaux sociaux dans le monde, et il est certain que Facebook a conquis la plus grande partie du monde, ce qui peut être une bonne ou une mauvaise chose, selon que vous aimiez ou non la manière dont Facebook gère son service. Mais les frontières demeurent dans certaines parties du cyberspace. Au Brésil et au Japon, c'est pour des raisons culturelles et linguistiques uniques. Mais si vous regardez la Chine, le Vietnam et certains des anciens états soviétiques, ce qui s'y passe est plus inquiétant. Vous avez une situation où la relation entre le gouvernement et les sociétés de réseaux sociaux locales est en train de créer une situation où, effectivement, le pouvoir que pourrait donner ces plateformes est contraint à cause de ces relations entre les compagnies et le gouvernement.

En Chine, vous avez maintenant, le "grand pare-feu", comme on l'appelle, qui bloque Facebook, Twitter et maintenant Google+ et de nombreux autres sites étrangers. Et ceci est fait en partie avec l'aide de la technologie occidentale. Mais ce n'est que la moitié de l'histoire. L'autre partie de

l'histoire ce sont les conditions que le gouvernement chinois impose à toutes les sociétés qui opèrent sur Internet en Chine, qu'on connaît comme un système d'autodiscipline. En anglais courant, cela signifie censure et surveillance des utilisateurs. Voici donc une cérémonie à laquelle j'ai assisté en 2009 où la Internet Society of China a remis des prix aux 20 premières sociétés chinoises les meilleures dans l'exercice de l'autodiscipline – c'est-à-dire dans le contrôle de leurs contenus. Et [Robin Li](#), Directeur Général de Baidu, le premier moteur de recherche en Chine, faisait partie des lauréats.

En Russie, généralement ils ne bloquent pas Internet et ne censurent pas directement les sites. Mais voici un site qui s'appelle [Rospil](#) c'est un site anti-corruption. Et cette année, il y a eu un incident troublant au cours duquel les gens qui avaient fait des dons à Rospil à travers un système de paiement qui s'appelle Yandex Money ont soudain reçu des menaces par téléphone de la part de membres du parti nationaliste qui avaient obtenu des détails sur les donateurs de Rospil par le biais des membres des services de sécurité qui avaient d'une façon ou d'une autre obtenu ces informations des gens de Yandex Money. Cela a refroidi les gens quant à leur capacité d'utiliser Internet pour tenir le gouvernement responsable. Nous avons donc une situation dans le monde aujourd'hui où dans de plus en plus de pays la relation entre les citoyens et les gouvernements se fait au moyen d'Internet, qui est compromis à l'origine par des services privés.

Alors la question importante, je crois, ce n'est pas le débat pour savoir si Internet aidera les gentils plutôt que les méchants. Bien sûr, cela donnera du pouvoir à quiconque a le plus de talent dans l'utilisation de la technologie et comprend le mieux Internet par rapport à son adversaire, qui que ce soit. La question la plus urgente que nous devons nous poser aujourd'hui est comment pouvons-nous être sûrs que l'évolution d'internet est centrée sur les citoyens. Parce que je pense que vous serez tous d'accord que le seul but légitime

d'un gouvernement est de servir les citoyens. Et je pourrais affirmer que le seul but légitime de la technologie est d'améliorer nos vies, et non de les manipuler ou de nous réduire à l'esclavage.

La question est donc, nous savons comment tenir le gouvernement responsable. Nous ne le faisons pas nécessairement très bien, mais nous avons une bonne idée des modèles politiques et institutionnels pour le faire. Comment tenir les souverains du cyberspace responsable de l'intérêt public quand la plupart des directeurs généraux affirment que leur principale obligation est de maximiser les profits des actionnaires ?

Et souvent la régulation du gouvernement n'aide pas beaucoup. Vous avez des situations, par exemple, en France dans laquelle le président Sarkozy dit aux directeurs généraux des compagnies Internet, « Nous sommes les seuls et légitimes représentants de l'intérêt public. » Mais ensuite il soutient des lois comme la tristement célèbre Hadopi qui déconnecte les citoyens d'Internet suite au partage de fichiers, ce que le Rapporteur Spécial des Nations-Unies pour la liberté d'expression a condamné comme une violation disproportionnée des droits de communication des citoyens, et a soulevé des questions parmi les groupes de société civile pour savoir si oui ou non certains représentants politiques sont plus intéressés par la préservation des intérêts de l'industrie du divertissement plutôt que par la défense des droits de leurs citoyens. Et ici au Royaume-Uni on s'inquiète aussi d'une loi du nom de Digital Economy Act qui est en train de placer plus d'obligation sur les intermédiaires privés à surveiller les comportements des citoyens.

Nous devons donc reconnaître c'est que si nous voulons avoir dans le futur un Internet centré sur le citoyen, nous avons besoin d'un mouvement sur Internet plus large et plus soutenu. Après tout, les sociétés n'ont pas arrêté de polluer les eaux, bien entendu, ou d'employer des gamins de 10 ans, uniquement

parce que les cadres se sont levés un jour et ont décidé que c'était la bonne chose à faire. C'est le résultat de décennies d'activisme soutenu, de soutien de l'actionnariat et de soutien des consommateurs. De la même façon, les gouvernements ne promulguent pas de lois intelligentes concernant l'écologie et le travail uniquement parce que les politiciens se sont levés un jour. C'est le résultat d'un activisme politique très soutenu et prolongé. qui aboutit à de bons règlements, et avec lequel vous obtenez le bon comportement collectif. Nous avons besoin de la même approche avec Internet.

Nous aurons également besoin d'innovation politique. Il y a 800 ans, à peu près, les barons anglais ont décidé que le droit divin des rois ne leur allait plus tellement bien, et ils ont forcé le roi Jean à signer la [Magna Carta](#), qui reconnaissait que même le roi qui prétendait régner de droit divin devait tout de même respecter une série de règles élémentaires. Ceci a mis en route un cycle de ce que nous pouvons appeler innovation politique, qui a conduit à l'idée de consentement des gouvernés – ce qui a été appliqué pour la première fois par ce gouvernement révolutionnaire radical en Amérique au delà de l'océan. Maintenant nous avons donc besoin de comprendre comment construire un consentement des utilisateurs du réseau.

Et à quoi cela ressemble ? Pour le moment, nous ne le savons pas encore. Mais cela demandera de l'innovation, qui ne devra pas se contenter de se concentrer sur la politique, ou sur la géopolitique, elle devra également s'occuper de questions de gestion des affaires, du comportement des investisseurs, des choix des consommateurs et également de création et construction de logiciels. Nous avons tous un rôle à jouer dans la construction du genre de monde dans lequel le gouvernement et la technologie servent les gens et non le contraire.